

# PICARDIE NATURE

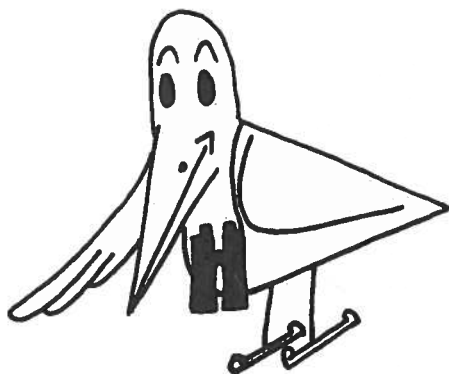
le guide trimestriel du GEPOP



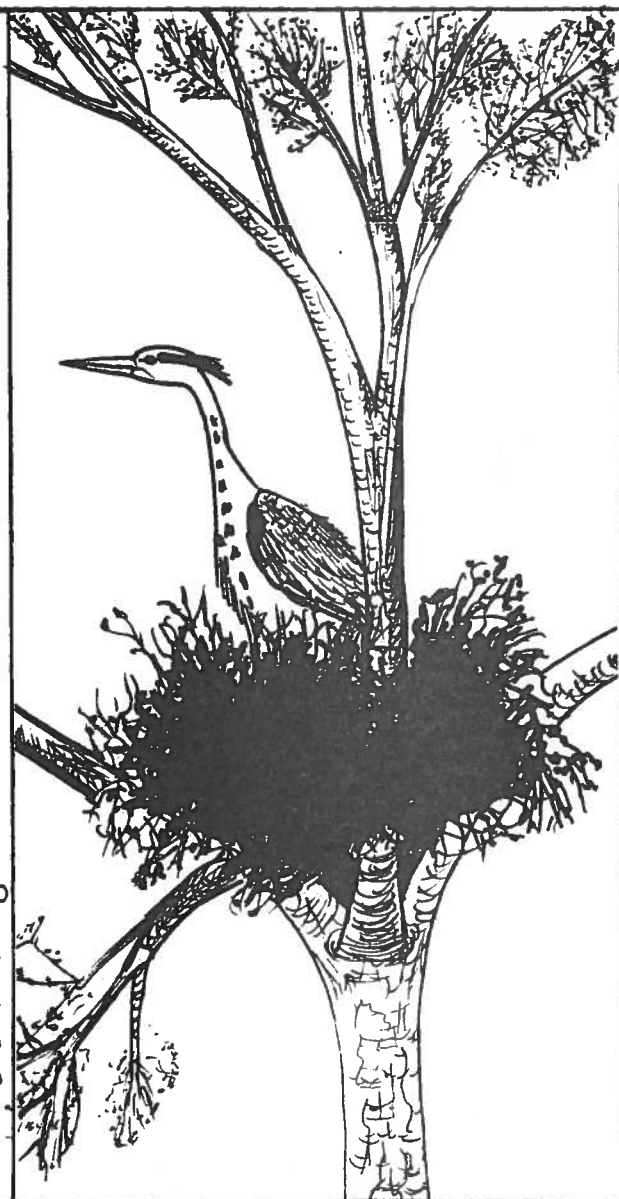
N° 21 SEPTEMBRE 1983

(dépôt légal 3<sup>e</sup> trimestre 1983)

## Sommaire



Informations .....	p.1
Pour agir : campagne contre la vente du piège à poteau ..	p.3
Au calendrier .....	p.4
Vademecum du parfait plaignant .....	p.6
Le Hâble d'Ault : Réserve naturelle, aire de pique-nique ou dépotoir ? .....	p.7
Campagne pour la protection de la Chouette effraie : un clocher - un nichoir .....	p.9
Connaissance de la faune picarde : le Canard colvert ....	p.10
Actions menées en vue de la protection de la colonie de Hérons cendrés de Boismont .....	p.12
Baguer des oiseaux en 1983 .....	p.14
Le feu bactérien dans la Somme .....	p.16
Enquête Picardie-Nature .....	p.19



GRUPE ENVIRONNEMENT - PROTECTION - ORNITHOLOGIE en Picardie - Affilié à la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature - Agréé par les Ministères chargés de l'Environnement, de l'Équipement (Loi sur la protection de la Nature) et de la Jeunesse et des Sports - MUSÉE DE PICARDIE - 80000 AMIENS - (C.C.P. LILLE 872.02)

Président : J.-M. Thiéry

Directeur de publication : P. Thiéry

Commission paritaire N° 63860

Abonnement 1 an : 10 Fr

Prix du numéro : 3 Fr

I.S.S.N. 0 182 - 4201



# INFORMATIONS . . . . . INFO

## CAMPAGNE CONTRE LA VENTE DU PIEGE A POTEAU

Il y a quelques mois, nous avons envoyé une lettre au Préfet de la Somme. Nous lui demandions qu'il prenne un arrêté préfectoral interdisant la vente du piège à poteau (voir page 3), ce même texte avait été envoyé à tous les députés de la région. Certains d'entre-eux ont fait part de nos préoccupations au ministre de l'Environnement. Voici la réponse de la préfecture puis celle du ministère :

Monsieur le Président,

Vous m'avez saisi d'une requête par laquelle vous demandez que soit pris un arrêté interdisant la vente du piège à poteau dans le département de la Somme.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que s'il existe, au titre de la chasse, des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'emploi de certains engins, à la vente de gibier vivant ou mort ou à celle d'armes particulières, aucun texte ne traite des ventes d'engins destinés à la chasse et à la destruction.

En conséquence, en l'état actuel de la réglementation, il ne semble pas possible de réserver une suite favorable à votre requête.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

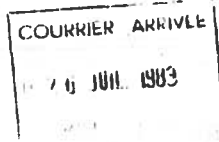
Pour le Préfet,  
Commissaire de la République  
le Secrétaire Général,

Jean-Charles ASTRUC

*Le Secrétaire d'Etat  
auprès du Premier Ministre  
chargé de l'Environnement  
et de la Qualité de la Vie*

Reçut le 22 JUIL. 1983

CAB/Parl. 83/568



Monsieur le Député et Cher Ami,

Vous avez appelé mon attention sur le problème de la raréfaction des populations de rapaces et sur le danger que représente pour ces espèces la vente libre des pièges à poteau alors que son utilisation est interdite depuis déjà de nombreuses années.

J'ai l'honneur de vous informer que le département de l'Environnement est intervenu à plusieurs reprises auprès des Ministres chargés de l'Industrie et du Commerce pour que soient mises à l'étude des mesures d'interdiction des engins divers, tels que les pièges à poteau. Cependant, il n'a pas paru possible jusqu'à présent de prononcer cette interdiction en vertu du principe de la liberté du commerce et de l'inopportunité d'apporter des contraintes aux entreprises travaillant pour l'exportation.

J'envisage cependant à l'occasion des réflexions actuellement en cours sur les méthodes de remplacement des pièges à mâchoires d'exposer le problème aux fabricants. Je ne manquerai pas de vous tenir informé de l'évolution de ce dossier et dans cette attention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Député et Cher Ami, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*Y. Bouchardeau*

Ilugnette BOUCHARDEAU

La crise est un prétexte inespéré.

Le piège à poteau fait partie

d'un ensemble important de pièges

à mâchoires, supprimer la fabrication

d'un seul ne générerait pas beaucoup les fabricants.

Si les entreprises se reconvertissaient en fabriquant des  
pièges à c.. elles augmenteraient le nombre de commandes !!

# MATIONS . . . . . INFO

UNE EXPERIENCE ORIGINALE, 13 ANS DE RAMASSAGES D'OISEAUX MORTS  
SUR LE LITTORAL PICARD.

Notre association organise régulièrement, tous les ans (3 à 4 par an), des ramassages d'oiseaux morts sur le littoral picard. Instigateur de cette méthode en France, le GEPOP grâce à l'action de nombreux bénévoles a accumulé des données depuis 1967, il les publie aujourd'hui dans la revue de la section ornithologique : L'Avocette. Ce travail d'un intérêt ornithologique certain met en évidence l'impact de la pollution par le pétrole sur les populations d'oiseaux marins, ainsi que l'impact de la chasse au gibier d'eau et bien d'autres choses encore...

Cet ouvrage est disponible au prix de 10 francs + 4 francs de frais d'envoi.

ATTENTION !!!

LANCEMENT D'UNE SOUSCRIPTION POUR UN OUVRAGE INDISPENSABLE DANS VOTRE BIBLIOTHEQUE !!!

AVIFAUNE DE LA BAIE DE SOMME ET DE LA PLAINE MARITIME PICARDE  
par Xavier Commecy et François Sueur.

Cet ouvrage de 235 pages, comportant plus de 80 dessins de Pascal Etienne et plus de 50 figures, décrit le statut actuel, l'historique depuis la deuxième moitié du XIXe siècle, l'importance des effectifs et les dates de présence des oiseaux qui fréquentent la baie de Somme et ses environs.

Ce travail a reçu le soutien du G.E.P.O.P. et devrait recevoir une aide financière du Ministère de l'Environnement. Sa sortie est prévue pour fin 1983.

Dès à présent, vous pouvez retenir cet ouvrage au prix de souscription de 55 F (plus 15 F de frais d'envoi). Ensuite, il sera disponible au prix de 75 F.

BON DE SOUSCRIPTION (à découper ou recopier puis à retourner  
au G.E.P.O.P., Musée de Picardie 80000 Amiens).

NOM.....Prénom.....  
ADRESSE.....

c'est le premier ouvrage complet sur les oiseaux du littoral Picard



## POUR AGIR

### CAMPAGNE CONTRE LA VENTE DU PIÈGE À POTEAU

Le piège à poteau est une sorte de piège à machoires qui, placé en bout d'un poteau, sert à tuer des oiseaux. Son fonctionnement est le suivant: quand l'oiseau se pose sur le poteau, le piège se détend, l'oiseau a les pattes brisées et meurt dans d'atroces souffrances. Dans la pratique ce piège tue surtout des rapaces, ceux-ci utilisant le poteau comme poste d'observation leur permettant de découvrir leur proie. Or vous le savez, les Rapaces sont protégés, leur destruction est donc interdite.

L'usage du piège à poteau est interdit mais la vente en est libre, ce qui permet à des personnes mal intentionnées ou ignorantes de s'en procurer dans des armureries ou des quincailleries et de les utiliser en des lieux inaccessibles à tout contrôle (propriétés privées par exemple).

Il y a là un vide juridique paradoxal qu'il faut combler car tant qu'aucune loi n'interdira la vente du piège à poteau l'interdiction de son usage restera lettre morte!

C'est pourquoi nous sollicitons votre aide dans cette campagne. Isolés, nos efforts n'auront qu'une faible portée; tous unis nous devons réussir et demain le piège à poteau ne sera plus qu'un mauvais souvenir. Vous pouvez intervenir de multiples manières comme nous l'avons fait nous-mêmes :

En écrivant aux préfets de votre département et de votre région, pour leur demander qu'un arrêté interdise la vente des pièges à poteau.

En écrivant aux députés de votre département et de votre région pour leur demander d'intervenir auprès des ministres concernés.

En écrivant directement au ministre de :

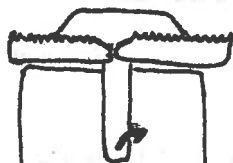
- l'Environnement 14 B<sup>d</sup> du Général Leclerc 92524 Neuilly/Seine.
- l'Agriculture 78 rue de Varennes Paris 7<sup>e</sup>.
- Commerce et de l'Artisanat 80 rue de Lille Paris 7<sup>e</sup>.

Pour leur demander que, pour les motifs exposés ci-dessus un décret interdise la vente du piège à poteau.

Nous vous remercions de votre coopération.

GRUPE ENVIRONNEMENT PROTECTION ORNITHOLOGIE en PICARDIE  
Musée de Picardie 80000 AMIENS.

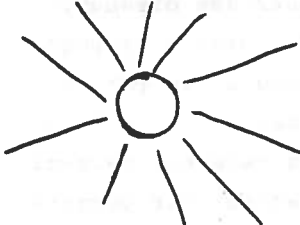
Elle fut la première



# AU CALENDRIER

Pour chaque sortie des jumelles sont à votre disposition.

18 SEPTEMBRE :



Sortie au Hâble d'Ault, observation et détermination des oiseaux migrateurs.

Rendez-vous à -Amiens, place du cirque à 8 h 15  
-Cayeux, à l'extrémité sud de  
l'esplanade à 10 h.

Durée : la journée, repas tiré du sac.

16 OCTOBRE :

Sortie au Marais de Boves, initiation à l'ornithologie, détermination des plantes de marais.

Rendez-vous à Boves, place de l'église à 14 h.

27 NOVEMBRE :

Recensement d'oiseaux morts sur le littoral picard, détermination des espèces trouvées l'après-midi, avec diapositives.

Rendez-vous à -Amiens, place du cirque à 8 h  
-Noyelles à la gare à 9 h 30

Repas puis détermination à la Station d'Etudes  
quai J. d'Arc, à St Valéry.

18 DECEMBRE :

Sortie au cimetière de la Madeleine à Amiens  
très nombreux oiseaux.

Rendez-vous à 9 h à la porte du cimetière.

Durée : la matinée.

15 JANVIER :



Sortie dans la réserve de chasse sur le domaine public maritime. Observation des nombreux oiseaux hivernant sur nos côtes: canards, limicoles...

Rendez-vous à -Amiens, place du cirque, à 8 h  
-Noyelles, à la gare, à 9 h 30

Repas tiré du sac. Prévoir des vêtements chauds et des bottes.

Durée : la journée.

22 JANVIER :

Initiation à la Photographie Animalière, avec projection de diapositives, discussion et échange de méthodes, matériel nécessaire.

Rendez-vous -Amiens place Dewailly à 14 h.

Durée : de 14 h à 17 h .

Amenez vos clichés !



NOS SORTIES SONT OUVERTES A TOUS AUSSI BIEN MEMBRE QUE SYMPATHISANT

- 1/ Vous êtes le témoin direct ..... 2  
Vous êtes le témoin indirect ..... 6  
(les faits vous ont été rapportés)
- 2/ [ d'une destruction | .dont, vous avez quelques indices .....3  
                              | sur l'auteur .....8  
                              | .dont l'auteur est inconnu .....8  
[ d'une commercialisation (°) | .passée .....10  
                                   | encore en cours .....11
- 3/ Rédiger une attestation judiciaire (modèle ci-joint) et inviter les autres témoins à en faire autant, puis .....4
- 4/ Adresser cette (ces) attestation (s) à une Association locale de protection de la nature, au FIR et à la LPO et .....5
- 5/ Porter plainte par écrit au Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance du lieu où a été commise l'infraction, avec copie au FIR et à la LPO
- 6/ Se renseigner plus à fond et demander aux témoins de rédiger chacun une attestation judiciaire (modèle joint) puis .....4  
En cas de refus ou d'impossibilité .....7
- 7/ Faire 5 en précisant que vous rapportez les propos que l'on vous a tenus.
- 8/ Porter plainte le plus rapidement possible (°°) à la gendarmerie en lui demandant d'enquêter sans tarder et .....3, 4 et 9
- 9/ Inviter l'association locale de protection de la nature et le FIR à porter plainte auprès du Procureur avec demande d'ouverture d'une information pour identifier le(s) coupable(s)
- 10/ Adresser le maximum de renseignements à l'association locale de protection de la nature et au FIR qui agira en conséquence
- 11/ Se reporter à 3 et.....12

Ce feuillet est édité par le Fond d'Intervention pour les Rapaces. Il peut vous être envoyé gratuitement en écrivant à : F.I.R. BP 27 92250 LA GARENNE COLOMBES ./.

- 12/ Faire constater la commercialisation par un agent habilité (°°°) et lui demander de procéder à une saisie réelle ou fictive, suivant le cas, des Rapaces. S'il s'agit d'une commercialisation dans un lieu privé, demander au Procureur une ouverture d'information avec perquisition.

-----

- (°) commercialisation au sens large : utilisation (=exposition publique dans un but publicitaire), vente, mise en vente, transport, colportage etc ...
- (°°) Le succès des recherches et des poursuites dépend souvent de la rapidité de l'enquête, avant que toute preuve ne disparaisse.
- (°°°) Garde O.N.C., agent ou officier de police, gendarme, agent de l' O.N.F., de la D.D.A. ou de la Direction des Services Vétérinaires déjà assermenté ou commissionné (Art. 29 loi du 10 juillet 1976).

-----

# ATTESTATION

=====

(Decret 17.12.1973)

Joindre obligatoirement à la présente attestation -manuscrite- la copie d'une pièce d'identité.

NOM :

PRENOMS :

DATE ET LIEU DE NAISSANCE :

ADRESSE :

LIEN DE PARENTE, D'ALLIANCE, DESUBORDINATION, DE COLLABORATION OU DE COMMUNAUTE D'INTERETS AVEC LES PARTIES :

Je soussigné, déclare avoir été informé que la présente attestation sera produite en justice et certifiée sur l'honneur avoir été témoin des faits suivants, déclarant en outre, savoir qu'une fausse attestation de ma part m'expose à des sanctions pénales :

CONDENSER

FAIT A :

Signature

LE :



## Le Hâble d'Ault : Réserve naturelle, aire de pique-nique ou dépotoir ?

par Patrick TRIPLET

On s'en souvient le projet de réserve naturelle au Hable d'Ault a fait l'objet d'une enquête d'utilité publique qui s'est déroulée à la mairie de Cayeux du 21 septembre au 9 octobre 1981. Le GEPOP avait alors approuvé ce projet tout en soulignant que la partie sud (Pointe d'Offoy) ne figurait pas dans le projet alors qu'elle revêt une importance capitale pour le stationnement des anatidés et de quelques limicôles. De plus, aucune zone tampon n'était prévue autour de cette réserve d'où des risques de conflits (lettre de Claude DELAHOCHÉ et intervention personnelle sur le registre de l'enquête).

Parmi les principales réticences au projet figurait entre autre l'interdiction de tout sports nautique (due à l'interdiction d'accès), ce qui privait la commune de Cayeux d'une attraction touristique bien cotée. D'autre part, certains chasseurs ne pouvant plus pratiquer leur passion dans ce site acceptaient mal cette mesure, mais là le problème de reclassement paraissait plus simple.

Pourtant, deux années après cette enquête la situation n'est toujours pas débloquée.

A la suite d'une publication collective (TRIPLET et coll. 1983) j'ai contacté différentes administrations et personnalités afin d'attirer leur attention sur cette question. Les réponses qui ne se sont pas fait attendre montre que la situation est bloquée :

- Le Secrétariat d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'Environnement et de la Qualité de la vie a transmis le dossier au service concerné pour étude (lettre personnelle du 2 mai 1983). Mais quel est ce service ?
- L'Office National de la Chasse, propriétaire d'une partie du Hable d'Ault par l'intermédiaire d'une société civile immobilière et qui désire cette réserve depuis longtemps répond le 3 mai 1983 que "la recherche d'une solution aux nombreux problèmes d'ordre administratif et juridique qui se posent sur cette réserve a absorbé l'essentiel de nos moyens".

Il apparaît dans cette phrase un gros problème qui est en fait le refus d'un propriétaire d'un certain nombre de parts de cesser de chasser au Hable d'Ault (P. Gérard, Le Hable d'Ault: enfin un ouvrage complet - Courrier Picard du 26 avril 1983).

On ne peut être plus clair : une seule personne par son refus empêche la poursuite des démarches qui doivent aboutir à la création de la réserve .

Une seule personne contre l'intérêt collectif.

Il s'en suit donc un conflit latent entre l'Office National de la Chasse, propriétaire désirant une réserve et ce propriétaire la refusant.

Quelle suite sera donnée à cette querelle ?

Selon Mademoiselle CHEMIN (comm. orale), Inspecteur des Sites à la Direction Régionale à l'Architecture et à l'Environnement, le projet de réserve naturelle se trouve actuellement devant le Conseil d'Etat, seule autorité à pouvoir accepter ou refuser le projet. On peut espérer que celui-ci agira en faveur de la création de la réserve, mais s'il en était autrement que se passerait-il ?

Déjà le Hable d'Ault subit les repercussions de différentes modifications :

- le comblement naturel se poursuit et s'aggrave et on assiste à une diminution des effectifs d'oiseaux d'eau tant hivernants qu'estivants (fuligules milouins, foulques...).
- en même temps la pression humaine croît chaque jour d'avantage. Elle se caractérise par un nombre de promeneurs de plus en plus élevé, par un camping sauvage irrespectueux du site, par la moto verte perturbant les stationnements de limicoles, par des activités nautiques voyantes et bruyantes. Elle se manifeste également par des travaux mal conduits de recreusement de mares de hutte (en pleine période de nidification des anatidés), par des tentatives de consolidation du cordon de galets avec de la terre qui se soldent par un épandage sur les surfaces environnantes à la première marée de vives eaux, d'où une perturbation de l'équilibre floristique local, et également par des apports de terre de remblai qui introduit des espèces végétales atypiques pour le milieu.

Ces bouleversements se manifestent à différents niveaux sur les oiseaux. Par exemple les 3 espèces de Gravelots qui ont niché au printemps 1983 n'ont pu, bien souvent, mener à bien leur nichée étant donné les trop fréquents dérangements.

Si des mesures énergiques ne sont pas prises dans les mois à venir : création d'une réserve naturelle ou à défaut d'un statut particulier accompagnée de la restauration de l'équilibre écologique, il faudra craindre une diminution de l'intérêt écologique de ce "poumon de la Baie de Somme" qui risque de devenir un vulgaire dépotoir comme cela a déjà bien commencé au sud de Cayeux. A chacun de nous d'agir pour que cela n'arrive jamais.

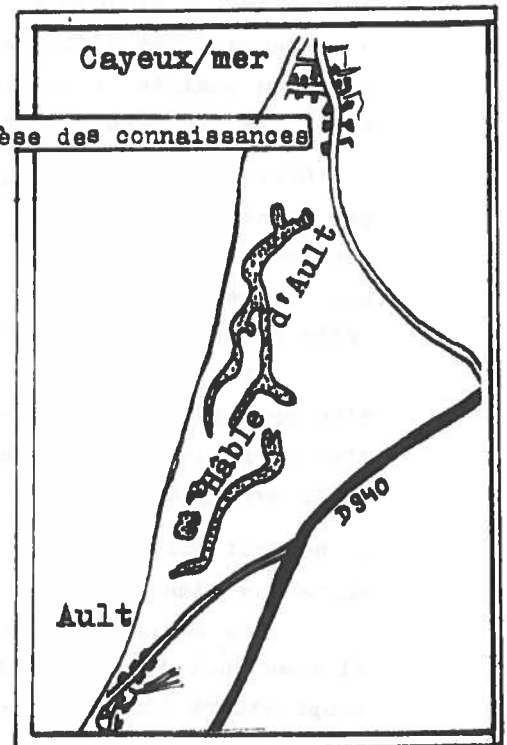
### Référence

TRIPLÉT P. et coll. (1983) Le Hable d'Ault, première synthèse des connaissances  
Picardie-Ecologie Hors Série n°1 : 146 p.

### ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE

P. Sueur Oiseaux de Picardie - éditeur : Courrier Picard  
Crédit Agricole.

Il s'agit d'une série d'ouvrages illustrés, d'une trentaine de pages chacun, sur l'avifaune picarde. Deux livrets sont déjà réalisés : Les Palmipèdes et Les Echassiers. Chaque espèce est décrite en une dizaine de lignes comprenant une description de l'oiseau, son statut dans le monde et en Picardie où le nombre de niches ou d'hivernants est précisé. A la fin de chaque ouvrage un tableau récapitulatif nous indique la présence en Picardie de l'oiseau au cours de l'année, les lieux et date de nidification, le nombre d'oeufs et la longévité. En une quarantaine de pages et à l'aide d'une vingtaine de photos en couleur vous connaîtrez les Echassiers et les Palmipèdes de Picardie.



## CAMPAGNE POUR LA PROTECTION DE LA CHOUETTE EFFRAIE

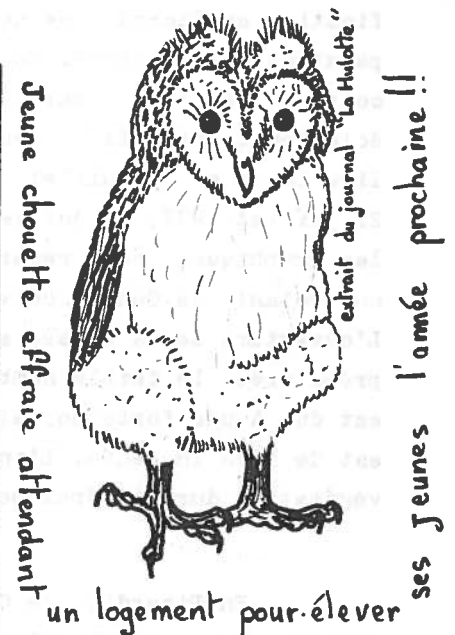
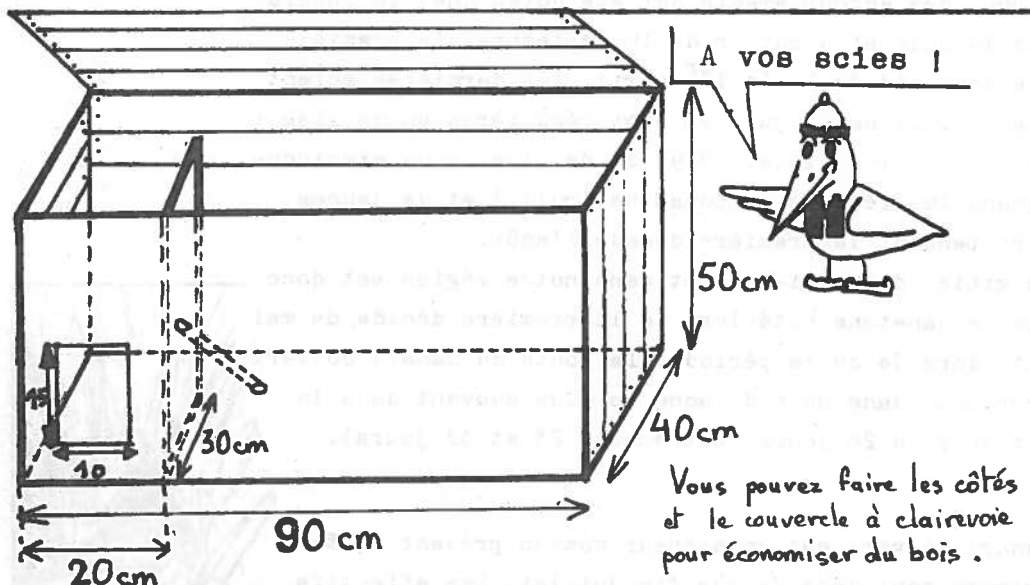
### UN CLOCHER - UN NICHOTR

Le GEPOP lance une campagne de protection de la Chouette effraie, ce très beau rapace nocturne connaît aussi la crise du logement : partout les vieilles granges disparaissent, partout les clochers sont obstrués.

#### Comment nous aider ?

- Construisez vous-même un nichoir.
- Visitez le clocher de votre commune pour voir s'il est apte à recevoir un nichoir.
- Demandez à votre maire s'il est d'accord pour que l'on pose un nichoir dans l'église du village en avançant les arguments suivants:
  - + vous protégez un oiseau menacé.
  - + la Chouette effraie détruit un grand nombre de petits rongeurs nuisibles aux cultures.
  - + en ne laissant qu'une ouverture pour l'accès au nichoir vous éliminez définitivement les pigeons et leurs souillures.

Cette action permettra en outre de recenser les clochers déjà occupés et donc de continuer l'enquête sur le régime alimentaire de la Chouette effraie à partir des pelotes de réjection.



Envoyez nous toutes vos informations à notre siège social.

Pour la pose, il y aura toujours une personne disponible.

CONNAISSANCE DE LA FAUNE PICARDE :  
LE CANARD COLVERT Anas platyrhynchos

par François SUEUR

Qui ne connaît ce canard à la tête verte, au collier blanc surmontant la poitrine brun-roux tandis que sur le reste du corps dominant les teintes brunes et grises. Cette description correspond au mâle, la femelle est beaucoup plus terne avec son plumage brunâtre comme celui des femelles des autres espèces de Canards dont elle se distingue cependant par un miroir ailare bleu-violacé. Cette coloration générale du plumage lui permet de passer inaperçue dans la végétation lorsqu'elle couve, le mâle ne participant pas à l'incubation chez les canards.

Le Canard colvert dans presque toute l'Europe, dans une grande partie de l'Asie et de l'Amérique du Nord. Selon la littérature (Cramp et Simmons 1977) les premiers oeufs de cette espèce sont pondus dès début février. La ponte est régulière de début mars à mi-juillet, mais des nids garnis d'oeufs peuvent être découverts jusque fin octobre aussi les derniers jeunes ne s'envolent-ils que vers la mi-décembre (volants entre 50 et 60 jours). Ces faits constituent une synthèse des résultats obtenus aussi bien dans des régions méridionales que dans d'autres beaucoup plus nordiques. Aussi avons-nous cherché à connaître la chronologie de la reproduction dans notre région. Le choix d'une zone d'études était délicat car le canard colvert est l'objet de divers repeuplements à l'aide d'individus à la pureté génétique douteuse (plumage et taille aberrants...,

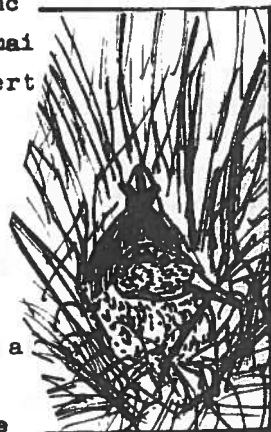
Comme et Sueur 1983), de plus cette zone devait être exempte de chasse afin de servir de zone témoin. Finalement nous avons utilisé nos données obtenues au Parc Ornithologique du Marquenterre. Dans cette localité, aucun lâcher n'a été effectué depuis 1975 et il n'existe aucun Canard colvert captif.

Nous n'utiliseront que les données de 1980, un dossier plus complet sur la nidification en Picardie de nombreuses espèces considérées comme gibier est en préparation par le GEPOP. En 1980, des accouplements ont été notés chez le Canard colvert jusqu'au 13 mars, le 14 Juin et à partir du 18 septembre. La première éclosion concernait 10 oeufs d'un nid de 13 le 1<sup>er</sup> avril, les dernières eurent lieu les 5 et 15 juillet. Les éclosions en juillet sont régulières en ce lieu : 21 juillet 1977, 20 juillet 1978 et 16 juillet 1979. Si de plus, nous examinons les graphiques, nous remarquons la présence de poussins (pulli) et de jeunes non volant de Canard colvert pendant la première décade d'août.

L'ouverture de la chasse au gibier d'eau mi-juillet dans notre région est donc prématurée. Le faible nombre de canetons noté lors de la première décade de mai est dû à une forte mortalité lors de cette période. La ponte du Canard colvert est de 10 à 18 oeufs. L'incubation dans un nid caché le plus souvent dans la végétation dure généralement de 27 à 28 jours (extrêmes : 23 et 32 jours).

En Picardie, le Canard colvert est un nicheur commun présent toute l'année. Les premiers migrateurs sont décelés dès fin juillet. Les effectifs augmentent dans la région jusqu'en décembre-janvier. La remontée printanière a lieu en février-mars.

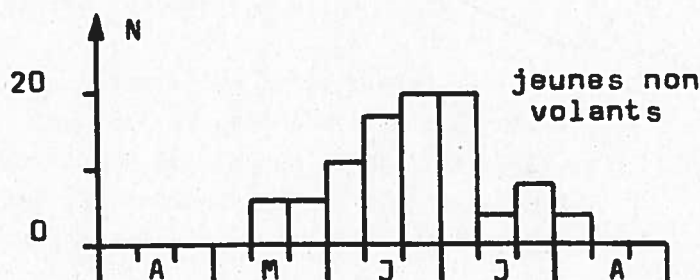
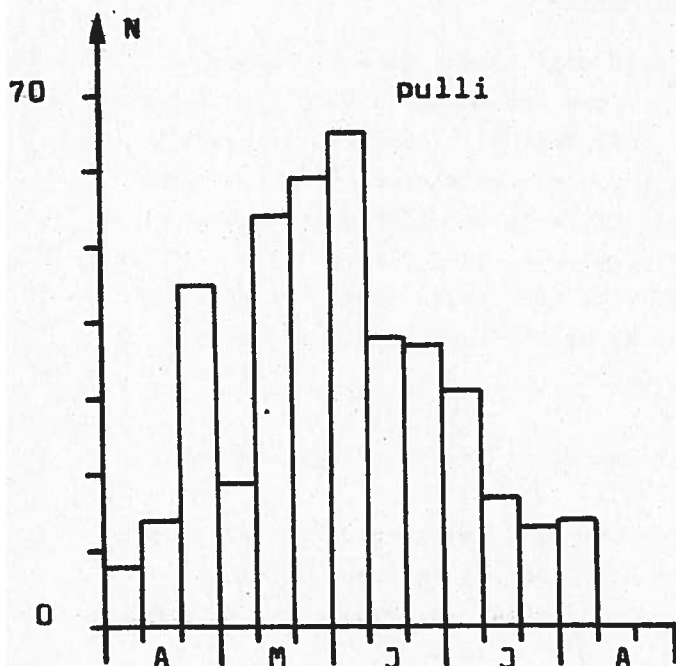
Ce Canard se nourrit essentiellement de végétaux chlorophylliens, de graines diverses et d'invertébrés aquatiques. La seule étude picarde sur le



régime alimentaire de cette espèce concerne des pulli (Sueur 1982) qui se nourrissent de végétaux, de graine, de gastéropodes et d'insectes (Diptères, Coléoptères ...).

### Références

- Commechy X. et Sueur F. (1983) Avifaune de la Baie de Somme et de la Plaine maritime picarde - Amiens (GEPOP, Ministère de l'Environnement), 235 p. (à paraître).
- Cramp S. et Simmons K.E.L. (1977) The birds of the Western Palearctic, Vol. I Oxford, London, New-York (Oxford University Press), 722 p.
- Sueur F. (1982) Régime alimentaire des pulli de Canard colvert Anas platyrhynchos dans le Marquenterre - L'Avocette 6(1-2-3-4)100-101



Effectifs maxima par décennie d'avril à août chez les Canards colvert pulli et jeunes non volants.

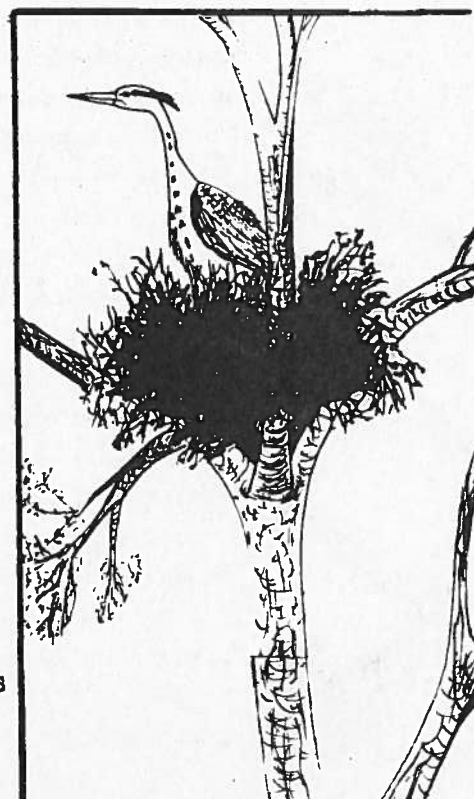
### ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE

Le Ministère de l'Environnement présente :

Le projet de la loi pêche en quelques lignes  
Dargaud éditeur.

Sous une présentation originale, la bande dessinée, cet ouvrage en vente dans les bonnes maisons de la presse au prix de 8 francs est destiné aux pêcheurs et à toute personne concernée par les problèmes de nos rivières. Si le pêcheur est informé qu'il doit gérer de façon intelligente son cheptel poisson en respectant la réglementation et un certain code moral, le responsable d'industries riveraines est également averti que tout rejet polluant est interdit dans les cours d'eau français. On peut féliciter cette initiative qui permet à chacun d'accéder de façon agréable à la réglementation grâce à des textes lisibles plutôt qu'à des documents parfois indigestes. Espérons que ce projet se réalisera prochainement.

P. Triplet



# ACTIONS MENEES EN VUE DE LA PROTECTION DE LA COLONIE DE HERONS CENDRES Ardea cinerea DE BOISMONT

par François SUEUR

Récemment, nous avons présenté les résultats de l'enquête sur le Héron cendré et les piscicultures dans la Somme, enquête organisée par le GEPOP (Sueur 1973). Dans le présent article, nous exposons les actions menées afin de protéger l'importante héronnière du département.

La connaissance du Héron cendré était déjà connue dans la Somme au moins depuis 1874, il s'agissait d'une héronnière située dans le secteur déjà celle de Boismont. Une autre colonie, celle de la Somme (une de nids) près d'Abbeville, a eu une existence éphémère au moins jusqu'en 1960 (Montel 1981). Les effectifs de la colonie de Boismont pour ces dernières années : 19 couples en 1968 (J.-C. Robert), 50 au début des années 70 (Kérautret 1972), 30 en 1974 (Brosselin 1974), 24 en 1976 (Sueur 1977), 30 en 1977 (Dupuich, Royer et Sueur 1978), 38 en 1978 (J. Commecy et 48 en 1979 (Commecy, Mercier et Sueur).

Depuis 1978, cette colonie de Boismont était gravement menacée par l'abattage d'arbres dans la bois qui l'abrite :

-1979 48 nids au moment des premières éclosions le 22 mars, plus que 40 un peu plus tard puis 36 à 37 ensuite (R. Delcourt et E. Fourcy in Sueur 1979).

-1980 40 nids le 16 mars et plus que 34 ou 35 le 2 mai (H. Dupuich et D. Janneau).

A plusieurs reprises le GEPOP est intervenu, notamment auprès de la préfecture de la Somme, afin de faire cesser ces abattages d'arbres dans la colonie en pleine saison de nidification, interventions suivies d'aucun effet positif pour les hérons. De son côté, monsieur Hubert Quilliot, maire de Boismont, s'oppose à maintes reprises à des abattages inconsidérés et à sa demande le Service Environnement de la Préfecture de la Somme, service aujourd'hui disparu, confie au GEPOP l'étude des mesures de protection à mettre en oeuvre.

Dans un premier rapport (Sueur 1982a), le GEPOP préconisait une interdiction des abattages d'arbres de février à juillet, le Héron cendré étant un nicheur précoce (dès le début de février) mais les individus se reproduisant pour la première fois pouvant encore s'installer en mai et leur jeune n'étant donc pas volant avant juillet. L'arrêté préfectoral pris par la suite va plus loin puisqu'il interdit les abattages de février à octobre. Par la suite nous apprenons que le bois abritant la colonie dit "Bois des carottes" sera exploité en coupe à blanc échelonnée sur trois ans, ceci sur proposition des services de la D.D.E et de la D.D.A. suite à une demande du propriétaire. Depuis 1981, on assiste à un déplacement de la colonie vers un autre bois situé à proximité du précédent : une dizaine de nids sur 84 cette année là (X. Commecy) et 33 sur 107 en 1982 (Sueur 1982b). Aussi avons-nous souhaité une réévaluation du plan de cette coupe à blanc avec conservation, en plus d'une ceinture d'arbres autour du bois, d'un minimum de 20 arbres alors porteurs de nids : les 74 nids de ce bois se trouvant en 1982 sur 25 arbres différents (Sueur 1982b). Labande boisée maintenue à la périphérie du bois étant trop réduite, l'ancienne colonie ne compte plus en 1983





que 13 nids alors que la nouvelle en comporte 120 (F. Sueur et M. Sueur-Bellart), alors que nous n'osions espérer un tel résultat. Ce nouveau site étant peu exploité, la menace pesant sur la colonie de Boismont est écartée pour l'instant mais le GEPOP reste vigilant et poursuit divers travaux concernant le Héron cendré (biotopes d'alimentation, et régime ...).

La colonie de Boismont est primordiale pour cette espèce dans le département de la Somme puisqu'elle représentait environ 81,5 % des effectifs nicheurs en 1981 et environ 72,8 % en 1982 (Sueur 1982a et b).

133 couples pour une seule colonie peut amener certains milieux à parler de "pullulation" et réclamer le tir de cette espèce mais il faut remarquer que sa densité en France est 15 fois inférieure à celle des Pays-Bas (Duhautois et Marion 1982) et que cet oiseau peut être très facilement décimé lorsque son tir est autorisé du fait de sa grande taille et de son vol lourd.

Un autre argument utilisé à l'encontre de Héron cendré est les prétendus dégâts importants sur les poissons notamment dans les piscicultures : à ce propos, se reporter aux résultats de l'enquête GEPOP (Sueur 1983). Plusieurs points méritent d'être soulignés : contrairement à une idée reçue et comme l'ont montré plusieurs études réalisées tant en France qu'à l'étranger, les Poissons n'entre que pour moins de 50 % dans le régime alimentaire du Héron cendré (Creutz 1981, Marion 1976 et 79, Godin 1979).

A l'étranger, la plupart des piscicultures sont protégées à l'aide de filets (mesure plus rentable à terme du point de vue économique que le tir des hérons, interdit en France, car beaucoup plus efficace) et un léger surcreusement des bassins (plus de 80 cm de profondeur) peut déjà résoudre une grande partie des problèmes causés par les Hérons cendrés qui pêchent avec une efficacité maximale dans les fonds de moins de 20 cm de profondeur.

### Références

- Brosselin M. (1974) Hérons arboricoles de France. Répartition 1974 -Doc. multicop., 143 p.
- Creutz G. (1981) Der Graureiher -Die Neue Brehm Bücherei, 195 p.
- Duhautois L. et Marion L. (1982) Protection des hérons: des résultats ? -Courrier Nat. (78) 23-32.
- Dupuich H., Royer P., Sueur F. (1978) Centrale ornithologique GEPOP. Synthèse des observations 1977 dans la Somme -L'Avocette 2(2-3-4)33-59.
- Godin J. (1979) Le Héron cendré (*Ardea Cinerea*) dans le Nord et le Pas-de-Calais Le Héron (4)14-36.
- d'Hangest G. (1874) Le Héron cendré -Bull. Soc. Lin. Nord Fr. 2(22)51-52, (23)61-65.
- Kérautret L. (1972) Compt-rendu du 2<sup>e</sup> Colloque national d'ornithologie. Faculté des Sciences. Paris 4 et 5 mars 1972 -Le Héron (3)3-5.
- Marion L. (1976) Contribution à l'écologie des populations de Hérons cendrés (*Ardea cinerea*) en Bretagne - DEA Eco-éthologie Rennes, 108 p.
- (1979) Stratégies d'utilisation du milieu des colonies de Hérons cendrés en Bretagne - Thèse 3<sup>e</sup> cycle Eco-éthologie Rennes 348 p.
- Montel F. (1981) La vallée de la Bouvaque - L'Avocette 5(3-4)1-15
- Royer P. et Sueur F. (1977) Centrale Ornithologique GEPOP. Synthèse des observations 1976 - L'Avocette 1(3-4)40-60.
- Sueur F. (1979) Le Héron cendré (*Ardea cinerea*) dans la Somme - L'Avocette 3(3-4)43-45.
- (1982a) Situation du Héron cendré (*Ardea Cinerea*) dans la Somme en 1981 Mesures pour la protection de la héronnière de Boismont - Doc. multicop. GEPOP, 2 p.
- (1982b) Situation du Héron cendré dans la Somme en 1982. Mesures pour la protection de la héronnière de Boismont - Doc. multicop. GEPOP, 1 p.
- (1983) Une enquête sur le Héron cendré auprès des piscicultures de la Somme - Picardie-Nature (20)16-21.

## Baguer des oiseaux en 1983

par Patrick TRIPLET

Chacun de nous a pu un jour regarder les cartes de migrations de différentes espèces d'oiseaux. Celles-ci ont pu être dressées grâce aux reprises de ceux-ci dans un lieu autre que celui où ils ont été bagués. Cet aspect du baguage est le plus connu mais d'autres intérêts du baguage le sont moins. Nous allons les envisager ici.

### Pourquoi baguer ?

Si les grands axes de migration sont bien connus, on ignore encore les modalités de déplacement des oiseaux. Une ligne droite reliant le lieu de baguage et le lieu de reprise ne correspond en fait qu'à une image inexacte la plupart du temps. L'oiseau entre ces deux points a pu effectuer différents déplacements ou différentes étapes qu'une simple reprise ne permet pas à mettre en évidence.

Afin d'étudier ces mouvements les bagueurs ont adopté deux types de marquages complémentaires.

#### 1) Les marquages colorés

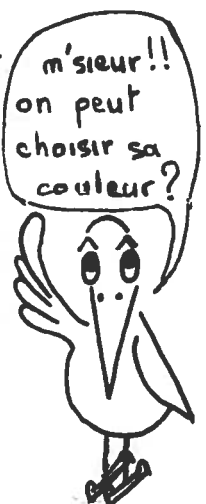
Les études utilisant cette méthode s'appliquent principalement aux limicoles et font l'objet d'opération d'envergure organisées par le Wader Study Group Groupe d'Etude des Limicoles. Elles consistent à attraper le plus grand nombre d'oiseau possible d'un seul coup par une technique appropriée (canon lance-filet) et d'appliquer sur leur plumage un colorant qui les marque jusqu'à la prochaine mue. On peut ainsi calculer le taux de renouvellement des oiseaux dans un estuaire et, en même temps, observer les déplacements grâce à un réseau d'observateurs qui notent tout oiseau présentant de telles marques. Les synthèses finales permettront une bonne compréhension des déplacements des limicoles.

#### 2) Les baguages colorés

Ils permettent une reconnaissance individuelle. On peut ainsi suivre le comportement de chaque oiseau, son écologie, ses déplacements. La lecture des bagues s'effectue à l'aide de moyens optiques puissants. Si ce type de marquage se généralise, bien des aspects de l'écologie des oiseaux nous seront dévoilés. En Baie de Somme la reconnaissance de bagues colorées sur les pattes d'un Pyguargue à queue blanche séjournant pendant l'automne 1982 a permis d'apprendre que cet oiseau avait été bagué poussin en Laponie (Finlande) pendant l'été de cette même année (P. Etienne et P. Triplet).

Quelques inconvénients apparaissent toutefois dans l'utilisation de cette méthode :

- il est parfois difficile de reconnaître à distance la couleur de toutes les bagues et une bague non reconnue ou mal reconnue conduit inévitablement à l'annulation de l'observation.
- certains bagueurs ont marqué ainsi des oiseaux sans donner leur code de couleurs aux centres de baguage d'où deux causes d'annulation :
  - + on ne peut retrouver le bagueur
  - + l'oiseau peut avoir des origines différentes (si des bagueurs différents ont utilisé les mêmes codes de couleurs).





### 3) Un autre usage du baguage.

Les reprises d'oiseau bagués permettent le calcul de la longévité potentielle des oiseaux et constituent la base de l'étude de la dynamique des populations d'oiseaux.

#### Le Centre de Recherches sur la Biologie des Populations d'Oiseaux (C.R.B.P.O.) et le baguage en France

Le CRBPO coordonne les bagueurs et les opérations de baguage en France. Il succède au Centre de Recherches sur les Migrations des Mammifères et des Oiseaux (C.R.M.M.O.) qui a cessé de fonctionner en 1975. Depuis cette date le baguage en France s'est structuré tout d'abord en limitant le nombre des bagueurs, en leur assurant une formation de bon niveau et en concentrant les efforts des bagueurs sur un nombre limité d'espèces.

Le but du CRBPO n'est plus seulement de demander aux bagueurs de poser des bagues, mais consiste surtout à motiver l'utilisation du baguage pour des études de dynamique de population ou d'écologie des oiseaux.

En dehors de la liste d'espèces baguables officiellement chaque bagueur a la possibilité de demander un programme personnel sur une espèce de son choix comportant ou non des marquages colorés. Il lui faut pour cela proposer un sujet de travail et montrer les motivations qui le poussent à entreprendre une telle étude. La commission scientifique du CRBPO examine alors le projet et donne son accord si celui-ci peut apporter des résultats intéressants. Le bagueur doit alors fournir un rapport annuel d'activité.

Le CRBPO gère également toutes les données d'oiseaux bagués en France et toutes les reprises effectuées sur notre territoire et en assure la synthèse quand elles sont suffisamment nombreuses pour être significatives.

#### Comment devient-on bagueur ?

Pour devenir bagueur il faut disposer de bonnes connaissances ornithologiques, avoir travaillé avec un bagueur en titre et participer à un stage de qualification organisé sous l'égide du CRBPO. A la fin de ce stage un examen donne droit, s'il est réussi, à l'obtention d'une autorisation de capture des oiseaux vivants à des fins scientifiques, seule autorisation française permettant la capture de tout oiseau et le marquage des espèces inscrites au programme national. Cette autorisation doit être validée chaque année par la Direction de la Protection de la Nature.

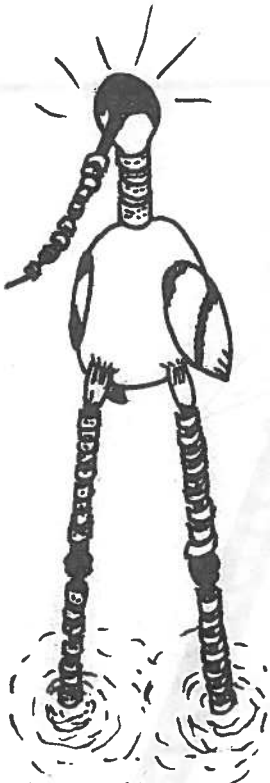
#### VOUS TROUVEZ UN OISEAU BAGUE, QUE FAIRE ?

Prévenez le CRBPO, 55 rue de Buffon, 75005 PARIS - en indiquant l'espèce, tous les renseignements figurant sur la bague (attention en recopiant le numéro), la date, le lieu, les conditions de la trouvaille (oiseau vivant ou mort, dans ce cas préciser comment) ainsi que tout renseignement qui vous semble important.

Quelques semaines à quelques mois après vous recevrez une réponse mentionnant la date et le lieu de baguage, le sexe et l'âge à cette époque si cela est possible et différents autres renseignements.



Vut!! Ve fuis  
encore tombé  
sur un oiseau  
bagué !!



l'ovocette :  
précieux auxiliaire  
des bagueurs sur  
le littoral !!

Demande de participation

L'auteur de ce texte dispose d'un programme de marquage des Huftriers-Pies en Baie de Somme. Les oiseaux porteront des bagues de couleurs à la patte gauche. Il est donc intéressé par toute trouvaille ou toute observation d'un de ces oiseaux. Il enverra à tout participant une fiche détaillée concernant l'oiseau que vous aurez trouvé.

Prendre contact avec Patrick Triplet, école rue du repos 80550 Le Crotoy  
Tel. : (22) 27. 88. 17



Il existe un programme spécial de baguage des rapaces recueillis par les centres de soins, afin d'étudier leur possibilité de réadaptation dans la nature. Cette année le centre de soins du GEPOP a bagué plusieurs oiseaux dont voici les coordonnées :

1 Chouette Hulotte (phase rousse): D R 00397	1 Chouette Hulotte (grise): DZ 04360
1 " " " " " " " " " " : D R 00398	1 " " " " " " " " : DZ 04361
1 Chouette Hulotte (phase grise) : D R 00399	1 Chouette Effraie : DZ 04362
1 " " " " " " " " " " : D R 00400	1 Buse Variable : DZ 04363



## LE FEU BACTERIEN

par Patrick Thiéry

Le feu bactérien des rosacées, tel qu'on le nomme, est une maladie d'origine bactérienne (*Erwinia amylovora*) qui atteint les rosacées principalement au moment de la floraison.

Originnaire des Etats-Unis, elle est venue dans notre région par le nord. Touchant d'abord la région de Dunkerque en 1972, elle a atteint la Picardie et notamment la Somme l'année dernière.

A quoi reconnaît-on le feu bactérien ?

Les signes de la maladie apparaissent aux extrémités puis gagnent le centre de l'arbre.

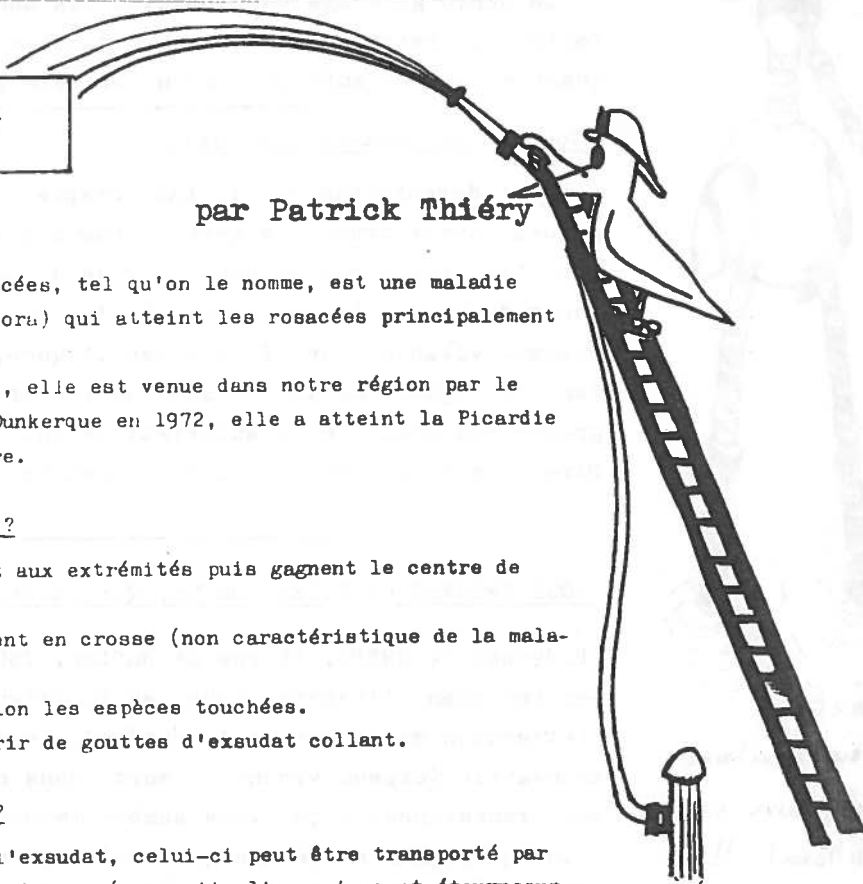
Fleurs et pousses infectées se courbent en crosse (non caractéristique de la maladie).

Le feuillage est roussi ou noirci selon les espèces touchées.

Les organes attaqués peuvent se couvrir de gouttes d'exsudat collant.

Comment la maladie se transmet-elle ?

La bactérie se trouve à l'abri dans l'exsudat, celui-ci peut être transporté par la pluie, le vent, les insectes, les oiseaux (en particulier grives et étourneaux du fait de leur régime alimentaire) et par l'homme.



Quel est le traitement de cette maladie ?

Actuellement il n'existe qu'un seul traitement, puisqu'il s'agit d'une bactérie : l'emploi des antibiotiques. Ce traitement est interdit en France pour de bonnes raisons : apparition de souches résistantes aux antibiotiques et risque de transmission de cette résistance à des bactéries pathogènes pour l'homme.

On ne peut donc prendre que des mesures prophylactiques :

- ne plus planter les espèces sensibles et très sensibles qui figurent sur la liste.
- tailler régulièrement en hiver les haies d'aubépine.
- signaler tout nouveau foyer au Service de la Protection des Végétaux.

Quelles sont les espèces touchées ?

Toutes les rosacées ne sont pas victimes de la bactérie, heureusement. Une liste (ci-jointe) des espèces très sensibles et sensibles a été établie.

On s'aperçoit que l'aubépine est très menacée. Dans notre région elle représente la principale espèce entrant dans la composition des haies champêtre, devenues si rares. Aussi avec l'arrivée de cette maladie risque-t-on de voir disparaître les dernières haies du paysage picard, d'autant plus que les haies ne sont plus entretenues comme avant.

On remarque que plusieurs arbustes, dit d'ornement, sont également sensibles au feu bactérien. Trop souvent, poussés par la mode, les gens ont planté de grandes quantités de ces plantes de pépinières au détriment d'arbustes locaux, adaptés au climat, il est grand temps de redécouvrir les haies de charme, d'érable champêtre et de cytise.

Références :

I.N.R.A. S.P.V. : Le feu bactérien menace vos cultures - dépliant.  
D.D.A. : Note relative au feu bactérien - policopie.

FEU BACTERIEN - LISTE DES VEGETAUX ...

DEPARTEMENT DE LA SOMME  
DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'AGRICULTURE

I ... TRES SENSIBLES

Aubépine (Crataegus L.) : toutes espèces et variétés.

Cognassier (Cydonia Mill.) : toutes espèces et variétés autres que les porte-greffes.

Cotoneaster (Cotoneaster B. Ehrh) : espèces suivantes :

- |                        |                      |
|------------------------|----------------------|
| - C. bullatus.....     | } Tous les cultivars |
| - C. lacteus.....      |                      |
| - C. lucidus.....      |                      |
| - C. microphyllus..... |                      |
| - C. moupinensis.....  |                      |
| - C. salicifolius..... |                      |
| - C. watereri.....     |                      |

- C. dammeri : tous cultivars, sauf "Eichholz n°1"

Poirier (Pyrus L.) - Cultivars suivants :

- Alexandrine Douillard ;
- Durondeau ;
- Passe-Grassane.

Pommier (Malus Mill) - Cultivars suivants :

- Idared ;
- Red Jade ;
- Van Eseltine.

Pyracantha (Pyracantha Roehm) : P. crenatoserrata Orange Glow.

Sorbier (Sorbus L.) : toutes espèces et variétés.

Stranvaesia (Stranvaesia Lindl.) : S. davidiana.

II...SENSIBLES

Cognassier du Japon (Chaenomeles sp.).

Néflier (Mespilus germanica).

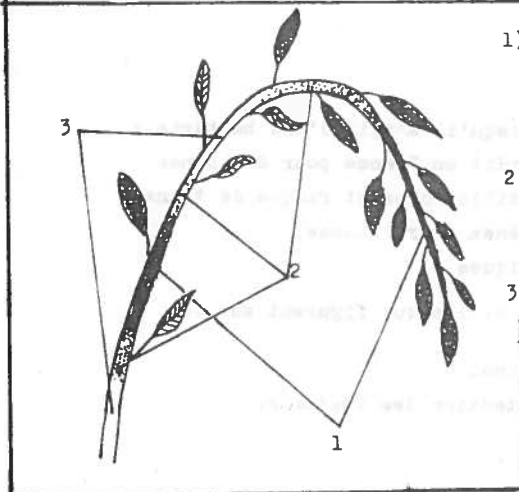
Pommier (Malus Mill). - Cultivars suivants :

- Jonathan et ses mutants (notamment Jonnee et New Red Jonathan);
- Tydemans Early Worcester ;
- Ingrid Marie ;
- James Grieve et ses mutants ;
- Rome Beauty ;
- Cox's Orange Pippin et ses mutants.

Poirier (Pyrus L.) : toutes espèces et cultivars ne figurant pas dans la liste des végétaux très sensibles, à l'exception de P. calleryana.

Cotoneaster (Cotoneaster B. Ehrh) : espèces et cultivars ne figurant pas dans la liste des végétaux très sensibles.

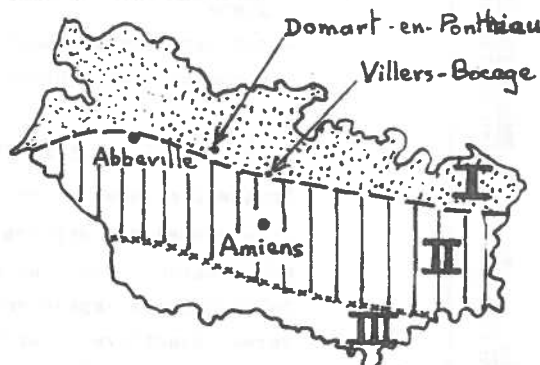
Pyracantha (Pyracantha Roehm.) : espèces et cultivars ne figurant pas dans la liste



- 1) zone nécrosée sur toute la section (écorce et bois), brunie voire noircie suivant les espèces.
- 2) zone colorée plus ou moins violacée, sous l'écorce le bois est rougeâtre.
- 3) zone saine.

**Remarque :** seule caractéristique infaillible la présence de gouttelettes d'exsudat (non constant) au niveau de la zone colorée (2).

- I Zone contaminée
- II Zone de protection
- III Zone indemne



## MINISTRE DE L'AGRICULTURE

### Mesures de lutte contre le feu bactérien des rosacées.

Le ministre de l'agriculture,

Vu les articles 342 à 364 du code rural ;  
Vu l'arrêté du 30 juillet 1970 relatif à la lutte obligatoire contre les ennemis des cultures, complété par les arrêtés du 1<sup>er</sup> septembre 1972, des 16 juin et 1<sup>er</sup> décembre 1975 et du 10 février 1976 ;  
Vu l'arrêté du 13 janvier 1977 relatif à la lutte obligatoire contre les ennemis des cultures (feu bactérien) ;  
Vu le décret n° 51-985 du 27 juillet 1951 relatif aux pouvoirs en matière de police phytosanitaire des agents du service de la protection des végétaux ;  
Vu l'avis du comité consultatif de la protection des végétaux ;  
Sur la proposition du directeur de la qualité,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

#### Zone contaminée :

Toute commune où aura été observé au moins un symptôme confirmé de feu bactérien des rosacées, ainsi que la zone s'étendant jusqu'à la limite administrative de la commune la plus proche au-delà d'un rayon de 5 km autour de la parcelle où le symptôme a été observé ;

#### Zone de protection :

La zone s'étendant jusqu'à la limite administrative de la commune la plus proche au-delà d'un rayon de 45 km autour de la zone contaminée. En cas de foyer de contamination situé en zone frontalière hors de France, la zone de protection comprend l'ensemble des communes françaises situées entre la frontière et la limite de la commune la plus proche au-delà d'un rayon de 50 km autour du foyer de contamination.

Art. 2. — Les dispositions techniques décrites dans les articles 3 à 6 du présent arrêté s'appliquent aux zones contaminées et de protection telles que définies à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Art. 3. — Sont interdites la multiplication, la commercialisation et la plantation par quiconque des végétaux très sensibles au feu bactérien des rosacées appartenant aux genres, espèces, variétés et/ou cultivars cités en annexe I du présent arrêté.

Des dérogations à la commercialisation et à la plantation pourront néanmoins être accordées pendant une période transitoire de trente mois à compter de la publication du présent arrêté pour les plants prêts à la plantation dans les zones définies à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Art. 4. — Pendant ce délai, ces dérogations pourront être accordées par le ministre de l'agriculture (service de la protection des végétaux) qui fixera les conditions techniques à caractère national à respecter. Les demandes devront être adressées à M. le chef de la circonscription phytosanitaire du département d'origine des végétaux.

Art. 5. — La multiplication et la plantation des végétaux sensibles au feu bactérien appartenant aux genres, espèces, variétés et/ou cultivars cités en annexe II sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par le ministre de l'agriculture (service de la protection des végétaux). Les demandes sont à adresser annuellement à M. le chef de la circonscription phytosanitaire du département d'implantation des végétaux.

Leur commercialisation est subordonnée à l'avis préalable favorable du ministre de l'agriculture (service de la protection des végétaux) qui fixera les conditions techniques à caractère national à respecter.

Les demandes devront être adressées au chef de la circonscription phytosanitaire responsable du département d'origine des végétaux.

Le service de la protection des végétaux exercera un contrôle constant des cultures et des végétaux mis en vente dans les zones définies à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Art. 6. — Les propriétaires ou exploitants des végétaux appartenant aux genres cités aux annexes I et II du présent arrêté sont tenus d'appliquer les traitements et mesures phytosanitaires prescrits par le service de la protection des végétaux, en respectant rigoureusement les délais impartis.

En cas de non-exécution, les travaux pourront être effectués selon la procédure prévue à l'article 354 du code rural.

Art. 7. — Sur l'ensemble du territoire national, en cas de découverte de contamination par le feu bactérien, la déclaration par le propriétaire ou l'exploitant devra en être faite immédiatement conformément aux dispositions de l'article 350 du code rural.

Conformément aux dispositions des articles 351 à 359 du code rural, le ministre de l'agriculture (service de la protection des végétaux) prescrira toutes mesures nécessaires pour combattre la propagation de la maladie.

Art. 8. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues à l'article 363 du code rural.

Art. 9. — Des arrêtés des commissaires de la République fixeront annuellement sur proposition du ministre de l'agriculture (service de la protection des végétaux) la liste des communes de la zone contaminée et/ou de la zone de protection, définies à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

En cas de découverte de contamination par le feu bactérien dans de nouvelles zones, des arrêtés des commissaires de la République étendront à ces zones les dispositions décrites aux articles 1<sup>er</sup> à 6 du présent arrêté.

Art. 10. — Par dérogation aux dispositions des articles 3 à 5 du présent arrêté, le ministre de l'agriculture (service de la protection des végétaux) pourra autoriser la multiplication de végétaux très sensibles au feu bactérien, cités en annexe I, dans des pépinières situées dans les zones définies à l'article 1<sup>er</sup>, pour des productions sous contrats, destinées uniquement à l'exportation vers des pays reconnus contaminés par le feu bactérien, dont le service phytosanitaire n'opposerait aucune objection technique à l'importation de ces végétaux. Il en fixera les modalités d'expédition.

Art. 11. — Une commission consultative pour l'application des mesures de lutte contre le feu bactérien des rosacées est constituée auprès du ministre de l'agriculture (service de la protection des végétaux) en vue de proposer les mesures de lutte à caractère national, les conditions d'application des articles 3, 4, 5 et 10 ci-dessus et les modifications à porter aux annexes du présent arrêté.

Cette commission comprend des représentants des familles professionnelles concernées et de l'interprofession horticole, de la recherche agronomique et des services administratifs compétents.

Art. 12. — Le directeur de la qualité (service de la protection des végétaux) est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française et prendra effet dans un délai de trente jours à compter de la date de sa publication.

Fait à Paris, le 25 novembre 1982.

EDITH CRESSON.